

POINT HEBDOMADAIRE DE SITUATION SUR L'AFRIQUE

Mardi 22 novembre 1994

RWANDA

(Handwritten mark)

1) Réfugiés : rapport du Secrétaire Général de L'ONU sur la situation dans les camps.

- M. Boutros Ghali, dans un rapport remis au Conseil de sécurité, évalue à 1,2 million le nombre des réfugiés rwandais au Zaïre. Selon lui les camps sont sous le contrôle des anciennes forces armées rwandaises (5000 hommes), des milices (10.000 hommes), de l'ancienne garde présidentielle (800 hommes) et des anciens dirigeants (230 personnes).

Les réfugiés qui ont accepté de rentrer sont essentiellement d'ethnie tutsie. 400.000 tutsis ont en effet quitté le Burundi, le Zaïre et l'Ouganda pour le Rwanda où ils ont pris possession des biens laissés par les hutus qui ont fui l'offensive du FPR.

- M. Boutros Ghali recommande le déploiement dans les camps d'une force des Nations-unies de 3000 hommes pendant une durée de 30 mois, pour mettre fin à l'insécurité, désarmer les milices et favoriser le retour des réfugiés. Celle-ci opérerait camp par camp, en commençant par le nord Kivu. Elle ne procéderait pas à la séparation des réfugiés des anciennes forces armées et des milices qui les dissuadent de rentrer chez eux. Une opération avec cet objectif nécessiterait de 10.000 à 12.000 hommes, sous chapitre VII, et serait très coûteuse et risquée.

Enfin, le Secrétaire Général note que les autorités de Kigali ne font guère d'efforts pour favoriser le retour des réfugiés mais il leur trouve pour excuse l'absence d'aide internationale dans ce domaine.

- Nous partageons dans l'ensemble le point de vue du Secrétaire Général. Sa proposition consistant à assurer la protection et la police des camps, à désarmer les milices et à protéger un retour volontaire des réfugiés au Rwanda, correspond à notre propre vision des choses. Nous relevons cependant plus que lui la mauvaise volonté des autorités de Kigali (absence de réconciliation nationale, exactions, difficultés pour les réfugiés de récupérer leurs propriétés occupées par les 400.000 tutsis rentrés au Rwanda...).

2) Conférence régionale

M. Boutros Ghali propose également qu'une conférence régionale des pays des Grands lacs, préparée par les Nations-unies et l'OUA, se tienne rapidement à Bujumbura pour traiter de la question des réfugiés. Une seconde conférence consacrée plus particulièrement aux questions politiques et de sécurité serait ensuite organisée dans les premiers mois de 1995.

3) Initiative américaine

Les américains ont pris l'initiative de constituer "un groupe de liaison" sur le Rwanda et le Burundi afin d'étudier dans un cadre restreint tous les aspects du problème rwandais. L'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Japon, les Pays Bas, le Royaume Uni, la Suède, la Tunisie (Présidence de l'OUA) et la France ont été invités à y participer.

Nous avons accueilli avec réticence cette initiative et nous avons fait savoir à Washington que nous souhaitons que la question rwandaise reste traitée dans le cadre des Nations-unies. Pour nous ce groupe de liaison doit se limiter à un échange de vues informel, se réunir à New York et non à Washington, et être ouvert à des pays africains et à un représentant du Secrétaire Général des Nations-unies.

Nous avons obtenu partiellement satisfaction. Une première réunion est prévue le 22 novembre à laquelle nous serons représentés par un membre de notre délégation à New York.

ANGOLA

L'accord de paix, négocié depuis un an à Lusaka grâce aux bons offices du représentant spécial du Secrétaire Général des Nations-unies, M. Blondin Bényé, a été officiellement signé dans la capitale zambienne, le 20 novembre, par le Secrétaire Général de l'UNITA et le ministre des affaires étrangères angolais. M. Savimbi, craignant pour sa sécurité ne s'est pas déplacé. Cet accord prévoit : la fin des hostilités, la création d'une nouvelle armée nationale, la participation de l'UNITA au gouvernement.

Le cessez le feu devait intervenir le 21 novembre à minuit mais il semble que les combats continuent (l'UNITA a perdu toutes les villes qu'elle contrôlait depuis un an)..

AFRIQUE DU SUD

Au cours d'une conférence de presse donnée le 17 novembre, le Président Mandela a qualifié de "bagatelle" l'aide américaine au programme de reconstruction et de développement de son pays.

Les 600 millions de dollars promis pour 3 ans par le Gouvernement américain ont été comparés aux efforts relatifs de la France, de la Grande Bretagne et du Japon "qui ont satisfait les espoirs sud-africains".

L'appréciation ainsi portée sur l'aide de la France témoigne du rétablissement de l'image de notre pays, à la suite de votre voyage en Afrique du Sud et des visites de M. Nzo à Paris et de M. Mbéki à Biarritz.

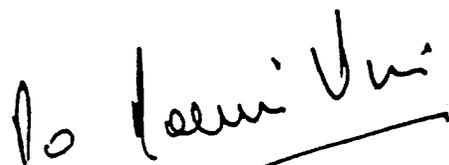
MOZAMBIQUE

Les résultats officiels des élections mozambicaines confirment l'avancée du processus démocratique :

- 88 % des électeurs se sont rendus aux urnes, ce qui est considérable au regard de la taille du pays et du faible degré d'éducation civique des populations.

- Le Président Chissano a été élu au premier tour, avec un score court mais indiscuté de 53,3 %, devant M. Dhlakama (33 %) et son parti obtient de justesse la majorité absolue à l'assemblée.

- Si elles ont confirmé l'importance des clivages ethniques, les élections ont mis fin à la logique de guerre, en transformant la RENAMO jusque là organisation militaire rebelle, en véritable force parlementaire d'opposition (112 sièges sur 250), avec laquelle le Président Chissano devra compter.



Bruno DELAYE